



Déclaration de la FSU, CDEN du mardi 5 février 2019

Monsieur le Directeur Académique, monsieur le Préfet, mesdames et messieurs les membres du CDEN,

C'est dans un contexte de crise sociale majeure que se tient cette instance. Notre système scolaire n'est pas indemne de cette crise et nous sommes aujourd'hui réunis pour étudier les conditions de travail des élèves comme des enseignants de l'Indre pour la rentrée prochaine.

La dotation académique nulle engendre un retrait de 5 postes dans le 1^{er} degré dans notre département. Devrions-nous nous en satisfaire ?

Notre territoire perd chaque année des élèves et partant de ce principe nous avons connu ces dernières années d'importantes suppressions de classes.

La situation démographique de l'Indre est préoccupante et nous ne cessons de le répéter au sein de cette instance. Pour la énième fois, nous reposons cette question : Que voulons-nous qu'il advienne de notre territoire ? Le maillage territorial reste notre préoccupation majeure afin que chaque citoyen puisse bénéficier de services publics de proximité auxquels il a droit.

La réforme annoncée de la Fonction Publique sous couvert de modernisation n'annonce rien de moins que la suppression d'autres postes de fonctionnaires éloignant encore un peu plus les citoyens des services.

Dans le second degré, que va offrir le département de l'Indre à partir de la mise en place de la réforme du lycée après la réforme des collèges et de Parcours sup ?

Nous nous dirigeons encore plus clairement sur la restriction des choix d'enseignement, d'accès à la culture et ne parlons pas de l'égalité des chances.

Malgré les mobilisations qui se poursuivent, malgré une demande forte de justice sociale et d'égalité, le gouvernement reste sur une ligne dure et fait le choix d'une politique hostile aux services publics.

Une fois encore la FSU défendra sa ligne, être au plus près des préoccupations de son territoire et revendique une Ecole du choix et de l'égalité des chances.